

Les partis traditionnels n'ont plus la majorité

Interview de Jean Faniel par Thierry Evens

Les élections du 26 mai sont historiques par la mise en minorité des familles socialiste, libérale et centriste, qui ont écrit l'histoire du pays. La situation est complexe et des élections fédérales pourraient survenir avant 2024.

Thierry Evens : Cette fois, c'est fait, nous avons deux démocraties en Belgique ?

Jean Faniel : Nous avons deux cartes électorales différentes ou même trois, parce que Bruxelles a ses spécificités. Cela dit, ce n'est pas une situation nouvelle. Au 19^e siècle, la Flandre n'élysait que des députés catholiques ; les libéraux ou les socialistes venaient de Wallonie. De plus, il y a des points communs entre les trois Régions. Tous les partis associés au pouvoir, y compris la N-VA ou Défi à Bruxelles, ont perdu. Parler de deux démocraties, c'est réducteur et caricatural. D'ailleurs, les élites continuent à se parler.

Il y a un fait nouveau : malgré son recul, la N-VA est totalement incontournable...

Le net repli des partis traditionnels, conjugué à la progression de l'extrême droite et dans une moindre mesure de l'extrême gauche, rend en effet la N-VA incontournable au Parlement flamand. Au fédéral, ce n'est pas tout à fait exact. Il ne faut pas nécessairement une majorité dans les deux groupes linguistiques pour gouverner. Il n'y en avait pas en 2007 et 2011 au détriment des néerlandophones. Les francophones ont été minoritaires au début des années 1980 dans les gouvernements Martens-Gol et bien entendu, de façon très accentuée, dans la Suédoise en 2014.

Est-ce imaginable d'associer au fédéral tous les partis traditionnels et les Verts ?

Ce n'est pas indispensable. Si vous prenez les deux premières familles politiques du pays, les libéraux et les socialistes, et que vous associez les écologistes qui sont parmi les gagnants du scrutin, vous avez 76 sièges, soit une très courte majorité d'un siège. C'est donc constitutionnellement possible mais une telle coalition passerait très difficilement en Flandre, j'en conviens. Elle risque aussi de donner l'impression d'une sorte de consensus mou, qui renforcerait encore les extrêmes le coup suivant.

Une érosion plutôt qu'un tremblement de terre

La situation est plus compliquée que jamais ?

Le caractère historique de ce scrutin, c'est le recul prononcé des six partis traditionnels. Ensemble, ils recueillent 44,9 % des voix à la Chambre alors qu'ils étaient encore à 56 % en 2014. Ils n'ont plus la majorité ! Les deux partis qui ont le plus marqué l'histoire politique de notre pays, le PS et le CD&V, ont l'un et l'autre moins de 10 % au niveau national.

C'est un tremblement de terre ?

Je n'irais pas jusque-là. C'est le cas en France où les quatre partis au pouvoir depuis le début de la Cinquième République ont quasiment disparu. Chez nous, c'est une érosion assez constante, qui s'est accélérée. Mais les partis traditionnels sont encore des poids lourds. Ils restent au cœur du jeu politique.

Ils sont usés par le pouvoir ?

Gouverner a tendance à affaiblir les partis, surtout quand ils sont obligés de s'engager dans des coalitions dont la ligne est peu claire. Le programme du PS, par exemple, est plus à gauche que la politique qu'ils peuvent mener dans les gouvernements. En revanche, le MR a pu suivre depuis 2014 une ligne cohérente, assez marquée à droite. Il n'en a pas retiré de bénéfique, peut-être à cause du caractère impopulaire de certaines réformes mises en route. La règle de l'usure du pouvoir a des exceptions, comme le SP.A qui perd en Flandre où il était dans l'opposition et gagne à Bruxelles où il était au gouvernement.

Arithmétiquement, la coalition la plus évidente est la Bourguignonne : libéraux, socialistes et N-VA...

Elle est majoritaire au Nord et au Sud et elle exclut les extrêmes. Mais il sera compliqué de lui donner une feuille de route chargée...

Elle suppose que les deux présidents de parti, Bart De Wever (N-VA) et Elio Di Rupo (PS), mangent leur chapeau...

De toute façon. Ça veut dire que ça prendra du temps, tout comme un éventuel Arc-en-ciel avec les libéraux, les socialistes et les écologistes.

L'institutionnel n'est pas une fatalité

Il existe une sortie de secours : c'est de retourner voter...

Selon moi, quand le gouvernement est tombé en décembre, cela aurait eu du sens de dissoudre la Chambre et de provoquer des élections anticipées. La question fédérale aurait été dissociée de la formation des gouvernements régionaux et communautaires. La situation aurait été moins complexe et il y avait une logique démocratique. Ce n'est

plus le cas maintenant. Il faut accepter le verdict des urnes et ne pas dire aux électeurs : « Vous avez mal voté, recommencez et faites mieux, s'il vous plaît ».

C'est ce qu'il s'est passé en Espagne et en Israël...

Oui, mais chaque fois après une crise. Le scénario qui me semble le plus plausible, c'est que le processus de formation d'un gouvernement soit long et difficile. Soit il débouche sur un constat d'échec, soit une coalition peu cohérente se met en place, avec une espérance de vie limitée. Alors, nous pourrions revoter. Avoir deux scrutins rapprochés n'est pas inédit : c'est arrivé en 1949-1950 et en 1977-1978. Mais renvoyer les électeurs aux urnes dès maintenant serait malsain du point de vue démocratique.

N'est-il pas possible de mieux expliquer les enjeux, de dire par exemple aux Flamands que s'ils votent pour des partis séparatistes, toutes les autres questions vont passer au second plan ?

C'est vrai : le Vlaams Belang et la N-VA ont récolté 44 % des voix, alors qu'il n'y a pas 44 % de séparatistes en Flandre. Les premiers à en être conscients, ce sont les leaders de la N-VA. Le président Bart De Wever parle d'ailleurs de confédéralisme. Il a bien en tête les cas québécois ou catalan. Si la question de l'indépendance est posée clairement, les majorités sont courtes, versatiles et cela crée de fortes tensions sociales. Il a une autre stratégie, qui est de pousser les contradictions belges le plus loin possible pour faire éclater le système fédéral. Quand il dit qu'une coalition fédérale minoritaire en Flandre est impensable et qu'en même temps, il refuse de gouverner avec le PS, il crée une impasse. Il rend la fin de l'État fédéral inéluctable.

Mais les électeurs ont d'autres soucis que l'institutionnel !

D'accord, mais l'orientation d'une campagne électorale, les thèmes qui en ressortent sont imprévisibles. Dans les semaines précédant le 26 mai, il a été abondamment question d'environnement et de climat. Pourtant, la « vague verte » de Bruxelles a été contenue en Wallonie et n'a été qu'une « vaguelette » en Flandre. L'immigration a motivé une partie importante de l'électorat flamand alors que la question du pouvoir d'achat a surtout poussé au vote PTB en Wallonie.

Une septième réforme de l'État est-elle inévitable ?

Ce n'est pas certain. D'abord, aucun article sensible de la Constitution n'est ouvert à révision. Ensuite, la N-VA est à peu près seule, hors Vlaams Belang, à vouloir aller vers le confédéralisme. En 2010-2011, la fameuse crise des 541 jours a été provoquée par le fait que tous les partis flamands voulaient une réforme de l'État et en faisaient même un préalable à la formation d'un gouvernement. La situation est très différente. Maintenant, ne soyons pas dupes. Les trois partis traditionnels flamands ont toujours été tentés de courir après l'électorat qui leur échappe, en durcissant leurs programmes sur l'immigration et sur l'institutionnel. L'évolution de leur positionnement est imprévisible. Or, malgré leur recul, ce sont encore ces trois partis qui détiennent la clé de l'avenir fédéral ou non du pays.

Le PS ou le MR ne pourraient-ils pas être tentés par davantage d'autonomie régionale, si l'État est dominé par la Flandre ?

Il y a des partisans déclarés d'un régionalisme accru et très poussé dans ces deux partis, au vu de la difficulté à négocier encore avec le Nord. Côté socialiste, la tentation existe de dire : « Si nous voulons mener des politiques de gauche, nous devons être autonomes ». En même temps, le PTB est dans une logique unitaire. Il ne veut pas abandonner les « camarades » flamands face à la droite et aux nationalistes et il tient à la solidarité nationale que constitue la sécurité sociale.

Centre des villes et centre des champs

Avec la marginalisation du CDH, le paysage politique francophone se morcelle...

Ce n'est pas exact. Il y avait six partis au Parlement wallon, il n'y en a plus que cinq. Ce qui est vrai, c'est que le recul des partis dominants et traditionnels a modifié le rapport de force. Une seule bipartite est possible : PS-MR. Et le centre est en effet très affaibli.

Le CDH et Défi n'auraient-ils pas intérêt à se rapprocher ?

Quand deux partis sont en concurrence, soit ils s'associent, soit chacun espère tirer son épingle du jeu au détriment de l'autre. Dans ce cas-ci, il existe des proximités entre les deux formations, mais aussi une différence importante. Défi a des racines urbaines, en Région bruxelloise. Le CDH est davantage défenseur de la ruralité. Leurs positions, par exemple en matière de mobilité (péage urbain, voitures de société...), sont fort différentes. Ce n'est pas anodin. Le clivage urbain/rural, décrit par S. Rokkan et S. M. Lipset dans les années 1960, n'a jamais été très prégnant en Belgique mais il peut s'exprimer avec force. C'est le cas en France pour le moment.

La droite radicale francophone est bloquée par le cordon sanitaire médiatique ?

Les enquêtes sociologiques montrent que les Wallons et les Bruxellois ne sont pas moins racistes ou xénophobes que les autres Européens. Que cela ne se traduise pas dans les urnes est sans doute lié au cordon sanitaire, mais il n'est pas que médiatique ou politique. La société civile, le monde associatif, les syndicats, les organisations patronales... n'ont jamais ouvert la porte à l'extrême droite. D'ailleurs, les Listes Destexhe, dont le programme n'était pas discriminatoire, ont eu accès aux médias et n'ont pas remporté le succès espéré par leur initiateur.

Du coup, les votes anti-système vont à l'extrême gauche ?

Vraisemblablement, mais ce n'est pas aussi simple. Les perceptions sont différentes. La crise migratoire a touché l'Europe et la Belgique depuis 2015. Elle n'a pas été perçue ou instrumentalisée de la même manière en Flandre, en Wallonie ou à Bruxelles, ni par le politique, ni par les médias, ni par la société civile et le café du Commerce. C'est devenu un élément majeur de positionnement en Flandre. La N-VA elle-même a diffusé en décembre, pendant quelques heures, une campagne très proche de ce que le Vlaams Belang

peut faire. Côté francophone, ni les partis ni les médias n'ont fait de la migration un enjeu. Le sujet est apparu trop sensible pour jouer avec le feu.

Les partis francophones n'exploitent pas la situation ?

Exactement. La réalité objective de la crise migratoire a été présentée comme un problème et une menace au Nord. Au Sud, les immigrés sont apparus comme des personnes à aider parce que leur situation est pénible. Le « nettoyage » de la gare du Nord, quelques jours avant le scrutin, a pu renforcer cette lecture. Pour les Flamands, cela montrait la réalité des difficultés. Pour les francophones, le gouvernement fédéral évacuait sans gloire une réalité qu'il n'avait pas affrontée. Le cadrage d'une même réalité de terrain peut changer les perceptions et les motivations électorales.

Un commentaire sur les abstentions ?

La participation s'érode d'élection en election. Par rapport au nombre d'inscrits, nous avons moins de 80 % de votes valables côté francophone. La Flandre est plus civique avec près de 87 %. Les absents, votes blancs et nuls sont le premier parti à Bruxelles et en Wallonie. C'est interpellant dans un pays où le vote est obligatoire. C'est aussi très difficile à interpréter puisque le chiffre des non-votes additionne des pommes et des poires : personnes malades ou décédées, analphabètes qui ont peur de se tromper, simples erreurs, gestes de colère... Ce qui est sûr, c'est que la participation est plus faible dans les classes populaires et, bizarrement, dans les zones limitrophes de la France et du Grand-Duché.

La parité hommes-femmes n'est toujours pas atteinte...

C'est vrai, mais la situation s'améliore. La parité intégrale sur les listes, la mixité aux deux premières places ou la tirette intégrale sont des instruments qui permettent de faire émerger davantage de femmes. Ils sont donc efficaces au regard du but fixé, tout en laissant un rôle déterminant aux partis et aux électeurs.

Cet article a été publié dans : *UCM Magazine*, n° 16, juin 2019.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Jean FANIEL (interviewé par Thierry EVENS), « Les partis traditionnels n'ont plus la majorité », *Les @nalyse du CRISP en ligne*, 20 juin 2019, www.crisp.be.